L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.
Bureau : 72 rue de Chartres.
NOUVELLE-ORLEANS
VENDREDI, 23 OCTOBRE 1891.

PETITES ANNONCES.

DIVERS.

Ne. HUIT CENTS. Ne.

Ne faut pas de changement dans la qualité. Mélasse sirop gasoline, même quantité, même coût vendue par tonne les autres pour 12 et 14 cents. Réparations faites par des mécaniciens habiles. Ordres par la poste franco de port. Téléphone 776. Fonderie, 1005 rue du Camp, à côté de l'Eglise St-Patrick.
19 oct—

F. LAUBUSCHET & CO., Imprimeurs, No 22 rue de l'Union entre Carondelet et St. Charles, Nouvelle-Orléans, Louisiane.

Etiquettes de Pharmacienne, Imprimées et composées depuis 25c la mille. 13 mars—1 an

LE prix le plus élevé payé pour des meubles antiques, pianos, desks, comptoirs, vitrines, ou contenus de résidences. 40 rue Royale.
17 oct—1m

DEMANDES.

ON demande une bonne cuisinière et un bon domestique de salle à manger. S'adresser 244 rue Dauphine coin Conti.
14 oct—1m

A VENDRE.

A VENDRE—Une Grocerie et Buvette. S'adresser Mme J. Han, coin Barouze et Girod.
16 oct—7t

ANNONCES JUDICIAIRES.

VENTES PAR LE CONSTABLE.

Succession de Joseph D. Monsen et femme ve Mme Veuve Anne D. Perkins.

QUATRIEME COUR DE CITE de la Nlle-Orléans, Etat de la Louisiane.—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable R. H. Marr, Jr., juge de la Quatrième Cour de Cité de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci dessus, je procéderai à la vente à l'enchère publique à mon entrepôt No 1038 rue Magazine entre les rues de la Sixième District de cette ville, le SAMEDI, 24 octobre 1891 à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir :

Un lot de terrain de maison, d'après un levé fait par M. Michel.

Conditions—Comptant sur les lieux.

E. J. MICHEL,
Constable de la Quatrième Cour de Cité de la Nouvelle-Orléans. Lne.
14 oct—14 19 24

AVIS DE SUCCESSION.

Succession de Paul Delery.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans. No 33,734.—Division A.—Etat de la Louisiane, à tous ceux à qui il appartiendra :

Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par Emile N. Hêtre, syndic de l'union, ne devrait pas être approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour,
E. A. LUMINAIS,
Greffier.

11 oct—11 16 20

Succession de Geo. W. Schumann.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA paroisse d'Orléans.—No 33,748.—Division A.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par Jacob L. Schumann administrateur de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour,
E. A. LUMINAIS,
Greffier.

22 oct—22 27 31

Succession de Marie Louise Roman, veuve d'Eugénie S. Roman.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 31 902.—Division A.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par Emile N. Hêtre Syndic de l'union, ne devrait pas être approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour,
E. A. LUMINAIS,
Greffier.

14 oct—14 19 23

Succession de Henry Mefner.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 33,771.—Division A.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'il en est) pour lesquelles le compte final présenté par John B. Vinet, administrateur de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour,
E. A. LUMINAIS, Greffier.

14 oct—14 19 24

Succession de Jean Baptiste Fabre.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 33,937.—Division A.—Attendu que John B. Vinet, administrateur public, a présenté une pétition à la cour à l'effet d'obtenir des lettres d'homologation de son compte de gestion de la succession de Jean Baptiste Fabre, décédé intestat. Avis est par le présent donné à tous ceux qui peuvent concerner d'avoir à le contredire dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.
E. A. LUMINAIS,
Greffier.

16 oct—16 15 18

Succession de W. L. Palmer.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA paroisse d'Orléans.—No 28,196.—Division D.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par John M. Baldwin administrateur de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour:
E. A. LUMINAIS, Greffier.

10oct—10 15 18

AVIS AUX CREANCIERS.

Charles Desforges vs. ses créanciers

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans. No 29,880.—Division A.—Avis est par le présent donné aux créanciers de Charles Desforges, qu'un dividende de cinq pour cent a été déclaré en faveur de ceux qui ont produit leurs créances dans cette succession, et que le paiement en sera fait à mon bureau, No 6 rue Carondelet, à partir de ce jour.

Ce 15 octobre 1891.
ALEXANDRE PORTEOUS,
Syndic.

15 oct—15 16 17

Succession de Mme Odille Morel, femme de Eugène Petit, et d'Eugène Petit.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans. No 33,104.—Division A.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par Emile N. Hêtre, syndic de l'union, ne devrait pas être approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour,
E. A. LUMINAIS,
Greffier.

14 oct—14 19 24

Succession de Mme Veuve Anne D. Perkins.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 33,771.—Division A.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'il en est) pour lesquelles le compte final présenté par John B. Vinet, administrateur de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour,
E. A. LUMINAIS,
Greffier.

15 oct—15 21 24

Succession de Jean Baptiste Fabre.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 33,937.—Division A.—Attendu que John B. Vinet, administrateur public, a présenté une pétition à la cour à l'effet d'obtenir des lettres d'homologation de son compte de gestion de la succession de Jean Baptiste Fabre, décédé intestat. Avis est par le présent donné à tous ceux qui peuvent concerner d'avoir à le contredire dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.
E. A. LUMINAIS,
Greffier.

16 oct—16 15 18

Succession de W. L. Palmer.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA paroisse d'Orléans.—No 28,196.—Division D.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en sont) pour lesquelles le compte final présenté par John M. Baldwin administrateur de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour:
E. A. LUMINAIS, Greffier.

10oct—10 15 18

AVIS AUX CREANCIERS.

Charles Desforges vs. ses créanciers

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans. No 29,880.—Division A.—Avis est par le présent donné aux créanciers de Charles Desforges, qu'un dividende de cinq pour cent a été déclaré en faveur de ceux qui ont produit leurs créances dans cette succession, et que le paiement en sera fait à mon bureau, No 6 rue Carondelet, à partir de ce jour.

Ce 15 octobre 1891.
ALEXANDRE PORTEOUS,
Syndic.

15 oct—15 16 17

ETAT DE SITUATION
—DE LA—
BANQUE DU PEUPLE
—DE LA—
NOUVELLE-ORLÉANS,

A la clôture des affaires, mardi soir, 30 juin 1891.

Comptant	$703,743 82
Change	91,783 39
Prêts sur demande et escomptés	1,594,326 50
Immeubles	38,000 00
Propriétés diverses	39,856 06
Total	$2,449,114 97
Fonds capital	$300,000 00
Profits nets non divisés	247,1 [illegible] 97
Dépôts individuels	1,901,553 00
Dividendes non payés	1 [illegible] 00
Total	$2,449,114 97

Mal. A. S. REAUD, Caissier de la Banque du Peuple, etc., etc., etc., solennellement que l'exposé qui précède est correct, au mieux de ma connaissance et de ma foi.

E. REAUD, Caissier.

Assermenté et signé en ma présence ce 1er Novembre, 1er jour, 1891.
[Signé] ART. DESLOUSSAYS, Notaire.
Le Sceau.

Tirage de la Loterie de l'Etat de la Louisiane.
FOURLE 23 OCTOBRE—CLASSE N° 280
Tirage de 4 numéros P. M.

73	45	21	58	48	54	30	44	12	53	49	51

Les tirages ci-dessus, publiés dans tous les principaux journaux, se font en public et sont surveillés dans les saisons de la Compagnie.

En témoignage nous apposons notre signature
Ce 23 octobre 1891.—4 heures P. M.
J. A. A. ROUSSEAU.
W. P. PINCKARD.
DAN. A. WILSON.
Commissaires.

Les plans de nos tirages quotidiens par vont être vus en tout temps dans toutes nos succursales.

ATTRAIT SANS PRECEDENT!

PLUS D'UN MILLION DISTRIBUE.

L.S.L.

Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane

Incorporée par la Législature, dans un but de charité et pour aider au développement de l'enseignement public, et sa franchise a été reconnue comme faisant partie de la présente constitution d'Etat de 1879, par un vote populaire énorme.

Devant continuer jusqu'au 1er janvier 1895.

Les grands tirages extraordinaires ont lieu semi-actuellement (Juin et Décembre) et les grands tirages mensuels (Janvier et Juillet) ont lieu tous les autres dix mois de l'année, et sont tous lus en public, à l'Académie de Musique à la Nouvelle-Orléans.

Nouvellement depuis vingt ans, par l'intégrité de ses tirages et le prompt paiement des lots, démontré ainsi qu'il suit :

Nous déclarons, par les présentes, que nous présidons à tous les tirages mensuels et semi-actuels de la Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane, et que nous dirigeons et contrôlons en personne ces tirages qui sont en somme et que la bonne foi vis-à-vis de toutes les parties. Nous autorisons la Compagnie à se servir, dans ses annonces, de ce certificat, auquel nous joignons le fac-simile de nos signatures.

G. T. Beauregard
J. H. Early

COMMISSAIRES.

Nous consignons Banques et Banquiers paieront tous les Lots gagnés dans les Loteries de l'Etat de la Louisiane, qui seront présentés à nos comptoirs.

B. M. WALMSLEY, Pres. La. Nat. Bank.
P. F. LANAUX, Pres., State Nat. Bank.
A. BALDWIN, Pres., N. O. Nat. Bank
CARL KOHN, Pres., Union Nat. Bank

Grand Tirage Mensuel,
—A—
L'ACADÉMIE DE MUSIQUE,
NOUVELLE-ORLEANS,
MARDI, 10 NOV. 1891.

GROS LOT: $300,000

100,000 Numéros dans l'Urne

LISTE DES LOTS

1 Lot de	$300,000, est	$300,000
1 Lot de	100,000,	100,000
1 Lot de	50,000,	50,000
1 Lot de	25,000,	25,000
2 Lots de	10,000,	20,000
5 Lots de	5,000,	25,000
25 Lots de	1,000,	25,000
100 Lots de	500	50,000
200 Lots de	300,	60,000
500 Lots de	200,	100,000

PRIX D'APPROXIMATION

100 Lots de	$500, est	$50,000
100 Lots de	$300,	30,000
100 Lots de	$200,	20,000

PRIX TERMINAUX.

999 Lots de $100, est	$99,900
999 Lots de $100,	99,900
3,134 Lots se montant à	$1,054,800

PRIX DE BILLET :
Entier, $20; Demi, $10; Quart, $5; Dixième, $2; Vingtième, $1

Prix pour les clubs, $2 fractions de billets de $1 pour $50.

TAUX SPECIAUX POUR LES AGENTS DEMANDÉS PARTOUT.

IMPORTANT.

ENVOYEZ L'ARGENT PAR L'EXPRESS A NOS FRAIS,

PAS MOINS DE CINQ PIASTRES,

Sur lesquelles nous paierons tous les frais et nous payerons d'avance les frais d'express sur les BILLETS et les LISTES DE LOTS, envoyés à nos correspondants.

Adresser à PAUL CONRAD,
Nouvelle-Orléans, Lne.

Donnez l'adresse en plein et faites la signature lisible.

La Compte ayant passé des lois défendant le service de la malle à toutes les Loteries, nous nous servons des Compagnies d'Express pour expédier à nos correspondants, et payons d'avance les listes de lots, lorsqu'on y a fait parvenir le montant requis. Les autorités postales américaines ont refusé à livrer toutes sortes de BILLETS ET CIRCULAIRES de Loteries, et ne font rien pour prévenir les LETTRES-CHEQUES d'être adressées.

Les listes officielles des lots seront envoyées sur demande à tous les agents de localités après chaque tirage en nombre voulu, par Express, aussitôt publiées.

ATTENTION—Le Cour Supreme de l'Etat a rendu un jugement confirmant en effet celui de la Cour Inférieure, déclarant que la loterie de l'Etat ne devait pas être abolie avant le 1er Janvier 1895, ou seulement à cette époque. Le jugement a été rendu le 1er Juin 1891, ainsi qu'il a été décidé par la Législature de l'année dernière.

L'Honorable qui suit, fera confirmer et dit entre et à la dite décision de la Cour Suprême dans le mois d'avril de l'année prochaine, et ainsi il n'y a aucune chance d'abolition, ni aucune chance pour la Loterie de l'Etat de cesser avant le 1er Janvier 1895, ou seulement de tirer jusqu'au 1er Janvier 1895.

QUELLES QUE SOIENT LES CHICANERIES de la Loterie soutenues ces temps par ses ennemis, elle a toujours vaincu.

Il y a tant de systèmes infâmes et malhonnêtes à la vente sur le marché pour tromper le public, que nous désirons informer nos amis et connaissances, que les acheteurs devront y faire attention, et ne pas se laisser tromper par eux.

LA LOTERIE DE L'ETAT DE LA LOUISIANE est par d'autres. Elle vaincra la chance de 100 manières.

CHARITÉ
DE LA
Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane
Incorporée par la Législature, dans un but de charité et pour aider au développement de l'enseignement public, et sa franchise a été reconnue comme faisant partie de la présente constitution d'Etat de 1879, par un vote populaire énorme.
Devant continuer jusqu'au 1er janvier 1895.

Les grands tirages extraordinaires ont lieu semi-actuellement (Juin et Décembre) et les grands tirages mensuels (Janvier et Juillet) ont lieu tous les autres dix mois de l'année, et sont tous lus en public, à l'Académie de Musique à la Nouvelle-Orléans.

Nouvellement depuis vingt ans, par l'intégrité de ses tirages et le prompt paiement des lots, démontré ainsi qu'il suit :

Nous déclarons, par les présentes, que nous présidons à tous les tirages mensuels et semi-actuels de la Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane, et que nous dirigeons et contrôlons en personne ces tirages qui sont en somme et que la bonne foi vis-à-vis de toutes les parties. Nous autorisons la Compagnie à se servir, dans ses annonces, de ce certificat, auquel nous joignons le fac-simile de nos signatures.

G. T. Beauregard
J. H. Early

COMMISSAIRES.

Nous consignons Banques et Banquiers paieront tous les Lots gagnés dans les Loteries de l'Etat de la Louisiane, qui seront présentés à nos comptoirs.

B. M. WALMSLEY, Pres. La. Nat. Bank.
P. F. LANAUX, Pres., State Nat. Bank.
A. BALDWIN, Pres., N. O. Nat. Bank
CARL KOHN, Pres., Union Nat. Bank

IMPORTANT.

ENVOYEZ L'ARGENT PAR L'EXPRESS A NOS FRAIS,

PAS MOINS DE CINQ PIASTRES,

Sur lesquelles nous paierons tous les frais et nous payerons d'avance les frais d'express sur les BILLETS et les LISTES DE LOTS, envoyés à nos correspondants.

Adresser à PAUL CONRAD,
Nouvelle-Orléans, Lne.

Donnez l'adresse en plein et faites la signature lisible.

La Compte ayant passé des lois défendant le service de la malle à toutes les Loteries, nous nous servons des Compagnies d'Express pour expédier à nos correspondants, et payons d'avance les listes de lots, lorsqu'on y a fait parvenir le montant requis. Les autorités postales américaines ont refusé à livrer toutes sortes de BILLETS ET CIRCULAIRES de Loteries, et ne font rien pour prévenir les LETTRES-CHEQUES d'être adressées.

Les listes officielles des lots seront envoyées sur demande à tous les agents de localités après chaque tirage en nombre voulu, par Express, aussitôt publiées.

ATTENTION—Le Cour Supreme de l'Etat a rendu un jugement confirmant en effet celui de la Cour Inférieure, déclarant que la loterie de l'Etat ne devait pas être abolie avant le 1er Janvier 1895, ou seulement à cette époque. Le jugement a été rendu le 1er Juin 1891, ainsi qu'il a été décidé par la Législature de l'année dernière.

L'Honorable qui suit, fera confirmer et dit entre et à la dite décision de la Cour Suprême dans le mois d'avril de l'année prochaine, et ainsi il n'y a aucune chance d'abolition, ni aucune chance pour la Loterie de l'Etat de cesser avant le 1er Janvier 1895, ou seulement de tirer jusqu'au 1er Janvier 1895.

QUELLES QUE SOIENT LES CHICANERIES de la Loterie soutenues ces temps par ses ennemis, elle a toujours vaincu.

Il y a tant de systèmes infâmes et malhonnêtes à la vente sur le marché pour tromper le public, que nous désirons informer nos amis et connaissances, que les acheteurs devront y faire attention, et ne pas se laisser tromper par eux.

LA LOTERIE DE L'ETAT DE LA LOUISIANE est par d'autres. Elle vaincra la chance de 100 manières.

People's Slaughter-House and Refrigerating Company.

ETAT DE LA LOUISIANE,
Paroisse d'Orléans, Ville de la Nlle-Orléans.

QUE L'ON SACHE, que ce dixième jour d'octobre, de l'an de Notre Seigneur mil huit cent quatre vingt onze, cette Indépendance des Etats-Unis d'Amérique le cent dix-sixième, par devant moi, Joseph D. Taylor, notaire en la Paroisse d'Orléans, Etat de la Louisiane, et en présence des témoins ci-après nommés et connus, de ces témoins ci-après nommés et connus, de ces témoins ci-après nommés et connus, dûment admis et acceptés comme tels par les parties ci-après dénommées, et de moi Notaire soussigné, ont comparu les personnes dûment autorisées, et par ces présentes s'accordant et se liant, conjointement avec les autres personnes ci-dessous nommées, lesquelles ont déclaré vouloir, pour organiser et constituer une corporation et corps politique en vertu de la loi d'Actorat, et spécialement de la loi No 26 de l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane pour l'année mil huit cent quatre vingt huit, approuvé le 29 juin 1888, relative à l'organisation de corporations fondées pour l'enseignement de corporations fondées pour l'enseignement de certaines parties politiques et d'autres matières qui sont soucordées, et par ces présentes s'accordant et se liant, conjointement avec les autres personnes ci-dessous nommées, lesquelles ont déclaré vouloir, pour organiser et constituer une corporation et corps politique en vertu de l'acte susdit